

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71351 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

Le 23 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHIMIREC CENTRE-EST (SAS)

830 avenue Edgar Faure
ZAC Les Toupes
39570 Montmorot

Références : CP/MV/2023/C_005
Code AIOT : 0012100033

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2022 dans l'établissement CHIMIREC CENTRE-EST (SAS) implanté 9 Route de Bletterans Zone Artisanale Les Toupes 39570 MONTMOROT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC CENTRE-EST (SAS)
- 9 Route de Bletterans Zone Artisanale Les Toupes 39570 MONTMOROT
- Code AIOT : 0012100033
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHIMIREC Centre-Est est spécialisée dans la collecte, le tri, transit, regroupement et le pré-traitement de déchets dangereux et non dangereux d'activités économiques. L'établissement de Montmorot est soumis à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données à la précédente inspection
- gestion des effluents atmosphériques
- surveillance du rejet des eaux pluviales

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 III	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Canalisation des rejets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 - IV	/	Sans objet
6	Broyeurs - Réduction des rejets atmosphériques diffus	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2	/	Sans objet
8	Surveillance du rejet des eaux pluviales de ruissellement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention de la pollution des eaux	Autre du 18/12/2010, article L. 13331-10	Susceptible de suites	Sans objet
2	INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES PRÉSENTES DAN...	Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 7.2.1	Susceptible de suites	Sans objet
7	Plan d'efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 - IX	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 8 novembre 2022 a permis de relever plusieurs non-conformités.

En particulier, il a été constaté que l'exploitant a pris du retard dans la mise en conformité de ses installations avec les dispositions de l'arrêté du 17 décembre 2019 relatives à la captation et à la réduction des rejets atmosphériques diffus qui devaient être observées à partir du 17 août 2022.

Cependant, un projet de captation des émissions du broyeur de déchets d'emballages plastiques et du poste de déconditionnement des solvants ainsi que la proposition commerciale de réalisation ont été présentés lors de l'inspection. Ces installations ont été identifiées par l'exploitant comme sources notables de rejets de composés organiques volatils (COV).

Aussi, l'inspection ne propose pas de sanction administrative sous réserve que l'exploitant communique le calendrier des travaux de mise en place de la captation des émissions du broyeur de déchets d'emballages plastiques et du poste de déconditionnement des solvants. L'échéance réglementaire étant échue, il est attendu que la mise en conformité soit réalisée dans les plus brefs délais.

Le broyeur de fûts métalliques, sources d'émissions importantes de COV a, quant à lui, été mis à l'arrêt.

Par ailleurs, l'inspection demande à l'exploitant de lui communiquer le programme actualisé de surveillance du rejets des eaux de ruissellement du site qui lui restait à finaliser par la prise en compte des résultats des dernières campagnes de mesures exploratoires (contrôles élargis à un ensemble de substances susceptibles d'intérêt).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Autre du 18/12/2010, article L. 13331-10
Thème(s) : Risques chroniques, Convention de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : - • date d'échéance qui a été retenue : -
Prescription contrôlée : Article L 1333-10 du code de la santé publique Tout déversement d'eaux usées, autre que domestiques, dans le réseau public doit faire l'objet d'une autorisation du Maire ou de la personne publique ayant compétence en matière de collecte à l'endroit du déversement. L'exploitant fournira une copie de cette autorisation, le cas échéant complétée de la convention de rejet établie. Rappel du constat n°2-16102018 (non-conformité) : l'exploitant ne dispose pas de l'autorisation de rejet ni de la convention correspondante pour le rejet périodique des eaux du bassin de rétention dans le réseau de la EAC (qui prend la forme d'un fossé adjacent au site). Inspection du 06/11/20 : La communauté de communes s'est déplacée au mois de juin pour échanger avec l'exploitant sur la gestion des rejets. Un projet de convention de rejet a été préparé à l'issue de cette rencontre, mais il n'a pas encore été officialisé. Les démarches de l'exploitant ont cependant été pro-actives, un projet de convention ayant pu être soumis aux services de la collectivité. Le constat n°2-16102018 est non soldé. La convention doit pouvoir être signée pour clôturer le constat de l'inspection de 2018 et lever la non-conformité. Dans l'hypothèse où la signature de cette convention n'est pas achevée à la réception du rapport de l'inspection du 06/11/2020, il est demandé à l'exploitant de procéder à une relance des services de la collectivité, en adressant copie de cette relance à l'inspection des installations classées puis de transmettre copie de la convention dès signature.
Constats : <i>Constat issu de l'inspection du 2021 : L'exploitant n'a toujours pas pu obtenir la signature de la convention de rejet des eaux pluviales du site dans le réseau de collecte des eaux pluviales de la zone d'activité malgré un courriel de relance adressé le 27/09/2021 au gestionnaire.</i> Lors de l'inspection du 08 novembre 2022, l'exploitant a remis un courrier de la communauté de commune de Lons-le-Saunier (ECLA) du 21/10/2022 qui indique que l'établissement CHIMIREC ne génère pas d'effluent non domestique rejeté au réseau public d'assainissement et qu'en conséquence les rejets ne nécessitent pas d'autorisation au titre de l'article L. 1331.10 du code de la santé publique. Contacté par téléphone suite à l'inspection, ECLA a confirmé cet écrit en précisant que le fossé dans lequel étaient déversées les eaux pluviales du site n'était pas un réseau dont la collectivité de communes assurait la gestion et qu'elle n'était pas compétente pour autoriser ce rejet au titre du code de la santé publique. Il est donc considéré que l'article L 1331-10 ne s'applique pas au rejet des eaux pluviales de

l'établissement dans le fossé longeant le site et que le constat n°2-16102018 est soldé.
Ainsi, l'arrêté préfectoral du 15 avril 2009 autorisant le fonctionnement de l'établissement vaut autorisation de rejet dans les conditions qui y sont définies.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES PRÉSENTES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2009, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES PRÉSENTES
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : - • date d'échéance qui a été retenue : -
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.
Constats : <i>Constat précédent : L'exploitant tient à jour l'inventaire des produits présents dans l'établissement. Pour les produits dangereux, le risque est indiqué (inflammable, corrosif...). En revanche, la classe de danger de la réglementation CLP n'est pas mentionnée.</i> Lors de l'inspection, l'exploitant a remis un relevé informatique de l'état des stocks des déchets présents (déchets dangereux et non dangereux). Les déchets sont regroupés par famille selon le format du tableau récapitulatif de la quantité maximale de déchets autorisée sur le site figurant à l'article 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 février 2015. Il indique les mentions de dangers Hxxx du règlement CLP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 III
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet d'effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes : [...]
2. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au moins : <ul style="list-style-type: none"> a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ; b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ; c) Les données relatives à la biodégradabilité ;
Constats : L'exploitant est autorisé à rejeter les eaux pluviales de ruissellement du site dans le fossé longeant l'établissement.

<p>Les eaux collectées dans le réseau du site sont traitées par un premier séparateur d'hydrocarbures avant d'être retenues par un bassin tampon de 75 m³. Elles sont ensuite analysées (HCT, MES, DCO) puis évacuées dans le fossé longeant le site après passage dans un second séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant a présenté la synthèse des campagnes exploratoires de surveillance du rejet des eaux de ruissellement réalisées depuis la parution de l'arrêté du 24 août 2017 dit arrêté "RSDE" (recherche et mise en œuvre d'actions de réduction des flux de substances dangereuses dans l'eau). L'inspection note que seules les concentrations sont indiquées et qu'il convient de calculer les flux rejetés, notamment pour l'appréciation de l'acceptabilité du rejet par le milieu.</p> <p>Demande de complément n° 1 : L'exploitant communiquera à l'inspection l'inventaire des flux d'effluents aqueux.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Canalisation des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 - IV
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des rejets atmosphériques diffus
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :</p> <p>d : Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses</p> <p>Cela inclut des techniques telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le stockage, le traitement et la manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés (bandes transporteuses, par exemple) ; - le maintien à une pression adéquate des équipements capotés ou des bâtiments fermés ; - la collecte et l'acheminement des émissions vers un système de réduction des émissions approprié au moyen d'un système d'extraction d'air ou de systèmes d'aspiration proches des sources d'émissions. <p>Constats : L'exploitant réalise périodiquement une surveillance des émissions diffuses de composés organiques volatils (COV) des installations au moyen d'un détecteur à photoionisation (PID). La cartographie obtenue lui a permis d'identifier des points d'émission auxquels appliquer les techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses listées au VI,d de l'annexe 3.1 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitements de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.</p> <p>Au jour de l'inspection, il est constaté que l'exploitant n'a pas encore mis en œuvre les techniques de réduction des émissions diffuses de l'installation de broyage des déchets d'emballage plastique et de l'installation de déconditionnement des solvants.</p> <p>L'inspection rappelle que la mise en conformité des installations avec les dispositions de l'arrêté ministériel cité ci-dessus devait être effective au 17 août 2022.</p> <p>Non conformité n° 1 : L'inspection relève donc une non conformité pour non mise en œuvre des MTD pertinentes relative à la réduction des émissions atmosphériques diffuses (MTD 14 de la décision européenne).</p> <p>Cependant, un projet de captation des émissions du broyeur de déchets d'emballages plastiques et du poste de déconditionnement des solvants ainsi que la proposition commerciale de réalisation ont été présentés lors de l'inspection.</p>

<p>L'inspection a noté que le projet présenté ne comportait pas de dispositif le traitement des effluents collectés. L'exploitant a indiqué qu'un traitement par charbon actif pourra être mis en place en fonction du résultat des analyses des rejets qui seront réalisées après la mise en place de la captation. Le calendrier des travaux n'était pas fixé.</p> <p>Aussi, l'inspection ne propose pas de sanctions administratives sous réserve de la bonne prise en compte des demandes de compléments suivantes :</p> <p>Demande de complément n°2 : L'exploitant communiquera le calendrier des travaux de mise en place de la captation des émissions du broyeur de déchets d'emballages plastiques et du poste de déconditionnement des solvants. L'échéance réglementaire étant échue, il est attendu que la mise en conformité soit réalisée dans les plus brefs délais.</p> <p>Demande de complément n°3 : L'exploitant confirmera avoir pris en compte, sur un plan technico-économique, la possibilité d'intégrer un dispositif de réduction des émissions atmosphériques s'il s'avère nécessaire pour respecter les valeurs limites de rejets.</p> <p>La cartographie COV réalisée par l'exploitant a permis d'identifier d'autres sources d'émissions diffuses, notamment l'installation de broyage des fûts métalliques et la benne associée de stockage des broyats. L'exploitant a confirmé à l'inspection son intention de mettre à l'arrêt cette activité pour des raisons technico-économiques. L'installation était toujours présente le jour de l'inspection.</p> <p>Demande complément n°4 : L'exploitant confirmera avoir cessé l'activité de broyage de fûts métalliques et avoir démantelé les installations qui ne sont plus utilisées.</p> <p>Il engagera une démarche de cessation partielle d'activité dans les formes prévues aux articles R. 512-39 et suivant.</p>
<p>Observations : Cette mesure correspond à la MTD 14 de la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/18 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Broyeurs - Réduction des rejets atmosphériques diffus

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des rejets atmosphériques diffus</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation de traitement mécanique de déchet confine, collecte et traite les émissions de son installation conformément au d du VI. de l'annexe 3.1 et met en place au moins une des techniques suivantes : cyclone, filtre en tissu en l'absence de risque de déflagration sur le filtre en tissu, épuration par voie humide, injection d'eau dans le broyeur en l'absence de contraintes liées aux conditions locales.</p>
<p>Constats : Au jour de l'inspection, il est constaté que l'exploitant n'a pas encore mis en œuvre les techniques de réduction et de traitement des émissions diffuses de l'installation de broyage des déchets d'emballages plastiques.</p> <p>L'inspection rappelle que la mise en conformité des installations avec les dispositions de l'arrêté ministériel cité ci-dessus devait être effective au 17 aout 2022.</p>
<p>Non conformité n° 2 : L'inspection relève donc une non conformité pour non mise en œuvre des MTD pertinentes relative à la réduction et au traitement des émissions atmosphériques diffuses de l'installation de traitement mécanique (MTD 25 de la décision européenne).</p>

<p>Cependant, un projet de captation des émissions du broyeur ainsi que la proposition commerciale de réalisation ont été présentés lors de l'inspection.</p> <p>L'inspection a noté que le projet présenté ne comportait pas de dispositif le traitement des effluents collectés. L'exploitant a indiqué qu'un traitement par charbon actif pourra être mis en place en fonction du résultat des analyses des rejets qui seront réalisées après la mise en place de la captation. Le calendrier des travaux n'était pas fixé.</p> <p>Aussi, l'inspection ne propose pas de sanctions administratives sous réserve de la bonne prise en compte des demandes de compléments suivantes :</p> <p>Demande de complément n°2 : L'exploitant communiquera le calendrier des travaux de mise en place de la captation des émissions du broyeur de déchets d'emballages plastiques et du poste de déconditionnement des solvants. L'échéance réglementaire étant échue, il est attendu que la mise en conformité soit réalisée dans les plus brefs délais.</p> <p>Demande de complément n°5 : L'exploitant confirmera avoir prévu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un dispositif de réduction des émissions atmosphériques afin de respecter la NEA-MTD en poussières associé à la MTD 25 ; • la surveillance semestrielle de ce rejet. <p>Observations : Cette mesure correspond à la MTD 25 de la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/18 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Plan d'efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1 - IX
Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan d'efficacité énergétique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - permettant de définir et de calculer la consommation d'énergie spécifique à ses activités de traitement de déchets ainsi que d'identifier les caractéristiques de l'installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique qui doivent faire l'objet de procédures de suivi ; - déterminant des indicateurs de performance annuelle ; - prévoyant des objectifs d'amélioration périodique. <p>L'exploitant réalise un bilan énergétique annuel, comprenant des informations sur la consommation et la production d'énergie (y compris l'énergie exportée en dehors de l'installation), par type de source, ainsi que des diagrammes thermiques montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté un document type intitulé "Plan d'efficacité énergétique et bilan énergétique" qui a vocation à être utilisé sur tous les sites du groupe CHIMIREC.</p> <p>Il détaille la méthode de calcul de la consommation d'énergie à partir d'indicateurs de consommation (électricité, gaz, carburants...) et d'activité (tonnage de déchets sortant). Il identifie plusieurs indicateurs de performance (consommation d'énergie par tonne de déchets valorisée ou en sortie, consommation par surface, par nombre d'engins...).</p> <p>Il précise que le bilan énergétique, établi à partir des calculs des consommations et du suivi des indicateurs de performance, est à mettre à jour annuellement au plus tard le 31 mars de l'année n+1.</p> <p>Le premier bilan sera à établir avant le 31 mars 2023.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Surveillance du rejet des eaux pluviales de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux et des milieux aquatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions.</p>
<p>Constats : L'exploitant est autorisé à rejeter les eaux pluviales de ruissellement du site dans le fossé longeant l'établissement.</p> <p>Les eaux collectées dans le réseau du site sont traitées par un premier séparateur d'hydrocarbures avant d'être retenues par un bassin tampon de 75 m³. Elles sont ensuite analysées (HCT, MES, DCO) puis évacuées dans le fossé longeant le site après passage dans un second séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant a présenté la synthèse des campagnes exploratoires de surveillance du rejet des eaux de ruissellement réalisées depuis la parution de l'arrêté du 24 août 2017 dit arrêté "RSDE" (recherche et la mise en œuvre d'actions de réduction des flux de substances dangereuses dans l'eau).</p> <p>Il a précisé qu'il devait encore intégrer les résultats de l'année 2022 pour finaliser son programme de surveillance.</p> <p>L'inspection note que seules les concentrations sont indiquées et qu'il convient de calculer les flux rejetés, notamment pour l'appréciation de l'acceptabilité du rejet par le milieu qui reste également à préciser.</p> <p>En effet, en raison de difficultés d'accès, il n'a pas été possible d'identifier clairement l'exutoire de ce fossé qui traverse un bois et des pâtures. D'après le site Geoportail.gouv.fr, le fossé rejoint le bief de Conry qui alimente l'étang du château Rouillaud.</p> <p>Demande de complément n° 5 : L'exploitant communiquera à l'inspection son programme de surveillance actualisé par la prise en compte des dispositions de l'arrêté RSDE modifiant l'arrêté du 2 février 1998.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet